

# PERSPECTIVES POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL DE L'AFRIQUE

**Akimou TCHAGNAOU**  
Université André Salifou  
akimou.tchagnaou@gmail.com

---

## Résumé

*L'Afrique est un continent extrêmement riche en ressources naturelles, mais très pauvre. Ce n'est pas une fatalité. Le développement des perspectives peut aider l'Afrique à juguler ces problèmes et retrouver le chemin de développement. La mise au point des projets de développement et surtout l'adoption d'une politique de planification à cours, à moyen et à long termes pourront permettre à l'Afrique de décoller économiquement.*

*L'objectif de cet article est d'analyser les différentes politiques que les pays africains doivent adopter pour asseoir la base de leur développement.*

**Mots-clés :** Développement intégral, Afrique, ressources naturelles, planification, projet de développement

---

## Abstract

*Africa is a continent extremely rich in natural resources, but very poor. This is not inevitable. The development of prospects can help Africa to overcome these problems and get back on the road to development. The development of development projects and, above all, the adoption of a short-, medium- and long-term planning policy will enable Africa to take off economically.*

*The aim of this article is to analyze the various policies that African countries need to adopt to lay the foundations for their development.*

**Keywords :** Integral development, Africa, natural resources, planning, development project

---

## Introduction

---

Les Africains sont conscients de la situation que vit le continent noir. En effet, l'Afrique est le continent le plus riche au monde en ressources naturelles, mais malheureusement le continent le plus pauvre économiquement. Ce paradoxe n'est pas insurmontable. Il suffit d'une prise de conscience collective ou individuelle et les Africains parviendront un jour à surmonter les obstacles artificiels qui anéantissent le développement de l'Afrique. L'Afrique a bien besoin des hommes forts et des institutions fortes contrairement à ce que disait le Président Obama (2009) à Accra : « l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais des institutions fortes », car on peut facilement tordre le coup aux institutions faibles ou fortes tout comme aux hommes faibles,

mais on ne peut pas facilement manipuler les hommes forts. Quand on parle des hommes forts, on ne fait donc pas allusion aux hommes politiques qui répriment dans le sang leur peuple, mais plutôt à ces hommes politiques qui se soucient de leur peuple ou qui pensent à l'intérêt général. Les Chefs d'Etat visionnaires peuvent changer l'Afrique avec une volonté politique.

Nous proposons des stratégies dont la mise en application contribuera au décollage économique l'Afrique. Ces stratégies se résument aux points suivants : la politique centrée sur la coopération interafricaine, le travail et la solidarité, la politique centrée sur la formation rationnelle du capital humain, la politique centrée sur la refondation systématique des régimes politiques, la politique centrée sur la recherche de l'autonomie financière et politique, la politique centrée sur la formation au civisme des Africains, la politique centrée sur la discrimination positive ou l'équité et la politique centrée sur la recherche du bien-être social et de la croissance économique.

---

### **1. politique centrée sur la coopération interafricaine, le travail et la solidarité**

---

Le travail est important pour la survie de l'humanité. Toute personne qui désire se libérer de la servitude doit se mettre sérieusement au travail. Les Africains doivent privilégier la coopération interafricaine et en deuxième position, la coopération sud-sud. Ce qui ne signifie pas qu'on doit rompre avec l'Occident. Au contraire, mais il est question de revoir les accords classiques qui liaient l'Afrique aux pays occidentaux en général et en particulier aux métropoles. Ainsi, l'Afrique ne doit plus être contrainte à accepter n'importe quelle condition. Elle doit être libre de tisser des relations avec des partenaires qui se soucient de son développement.

Toutefois, les Africains doivent savoir que le temps de la récréation est terminé et que l'heure du travail a sonné. Seul le travail peut délivrer catégoriquement l'Afrique. C'est en ce sens que Alain (1932) a écrit dans ses *Propos sur l'éducation* qu'« on n'a rien sans peine, le temps n'est pas proche où le travail se fera tout seul ». Nous devons savoir que c'est du travail que découle l'indépendance. A cet effet, les Africains doivent savoir que les dirigeants occidentaux travaillent exclusivement dans l'intérêt de leur peuple. Mais ils utilisent des langages différents pour duper bon nombre d'Africains naïfs. En effet, nombreux sont les Africains qui pensaient que Obama ferait mieux que Bush ou que Macron ferait mieux que Hollande et Sarkozy. Tous ces dirigeants occidentaux sont formés dans un même système à des degrés divers. Ils sont tous des impérialistes et des interventionnistes. Ils font des déclarations élogieuses qui ne sont que des appâts pour duper les Africains non avertis et moins éveillés. Le Président Harry Truman n'avait-il pas dit que : « la responsabilité des grands États est de servir les peuples du monde, pas de les dominer » ? (cité par Annan, 2007 : 75). Ce qui s'est passé en Libye, comment peut-on l'expliquer ? Ce qui se passe en Syrie, en Palestine,

comment peut-on l'expliquer ? Les Occidentaux œuvrent pour leurs propres intérêts et n'aideront jamais l'Afrique à se développer (Tchagnaou, 2018c).

Dans son discours à Dakar le 12 octobre 2012, François Hollande, bien qu'il estime se démarquer de son prédécesseur Nicolas Sarkozy, n'est pas tout à fait si différent de lui. Contrairement à Sarkozy, Hollande a décrété la fin de la Françafrique. Selon lui, la France et les pays africains doivent être considérés sur le même pied d'égalité. Pour ce faire, il a préconisé un rapport de coopération d'égal à égal. Ce qui est idéal mais les Africains ne sont pas dupes. A travers les actes que le Président Hollande a posés en Afrique durant son quinquennat, on conclut qu'il n'a rien fait d'extraordinaire. Il n'a fait que déstabiliser certains pays comme le Mali, la Centrafrique, etc. Par ailleurs, avec le Président Macron qui pense aussi rompre avec ses prédécesseurs, on voit la même domination de la France sur l'Afrique même si on note quelques avancées comme la restitution du patrimoine à certains pays africains comme le Sénégal, le Bénin qui est un acte louable ; sa pseudo-réforme du Franc CFA. Toutefois, les Africains doivent apprendre à compter sur eux-mêmes et ne pas croire aveuglement aux aides étrangères qui n'ont que des effets éphémères et pervers. Il ne faut pas oublier que l'aide met le pays receveur sous la dépendance aveugle du pays donateur. L'Afrique ne pourra jamais se développer à travers les aides peu importe leur lieu de provenance.

---

## **2. Politique centrée sur la formation rationnelle du capital humain**

---

Comme je l'avais dit plus haut, les Africains connaissent évidemment les programmes pertinents capables d'assurer leur développement socio-économique, culturel, politique, etc. Ainsi, ils doivent rompre avec tout esprit néo-colonialiste et contribuer à asseoir de nouvelles bases pour le développement du continent noir. Pour ce faire, les Africains doivent prioriser les priorités. Ceci étant, ils doivent élaborer de vastes programmes de formation des cadres dans les domaines porteurs de croissance comme l'ingénierie, l'enseignement technique, la technologie, les sciences pures, l'entrepreneuriat, etc. Ils doivent rendre souples, performants, efficaces et efficaces les systèmes éducatifs. Ils doivent multiplier leur capacité de production des diplômés compétents et performants, car il n'y a de richesses que d'hommes. L'organisation rationnelle des systèmes éducatifs s'impose surtout la diversification des offres de formation. Une éducation bien planifiée s'avère être la panacée au sous-développement.

Comme l'ont écrit Joseph Ki-Zerbo, « la matière grise est la locomotive du progrès pour les pays en voie de développement », Nelson Mandela « l'éducation est l'arme la plus efficace que l'on puisse disposer pour changer le monde » et Kant « l'éducation peut tout. Même si l'éducation ne peut pas tout, on ne peut rien sans elle ». Tous les trois penseurs nous décrivent l'utilité de l'école qui est la seule capable à faire changer les choses dans le monde. C'est donc l'école qui peut permettre aux pays africains de se délivrer de l'Occident si elle est bien organisée. De la même manière, elle est la seule

capable de maintenir l'Afrique dans son sous-développement si elle reste dans son état actuel.

---

### **3. Politique centrée sur la refondation systématique des régimes politiques**

---

Les États-Unis d'Afrique est un projet qui préoccupe la plupart des panafricanistes. C'est donc un projet ambitieux dont la réalisation ne serait pas aisée sans la refondation préalable des régimes politiques actuels en Afrique. Si on se réfère à l'histoire, on constate que les monarchies sont plus stables que les Républiques (Tchagnaou, 2018b). Or, si nous convenons que la monarchie n'est pas synonyme de l'arbitraire et que la République n'est pas non plus synonyme de la démocratie, alors ce qu'il convient de faire, c'est de repenser la démocratie en l'adaptant à nos conditions de vie et à nos réalités sans suivre moutonnement les ordres des donneurs de leçons qui sont loin d'être des modèles démocratiques.

Quand on remonte aux événements en Afrique du nord qualifiés de « printemps arabes », nous constatons qu'un pays arabe a fait exception. Il s'agit du Maroc. Cette exception marocaine est due à son régime monarchique (Tchagnaou, 2018b). De plus, tous les pays touchés sont des Républiques : Tunisie, Libye, Égypte, etc. Cette remarque concerne aussi bien les pays arabes d'Afrique que les pays arabes d'Asie comme Bahreïn, Syrie, Irak, Liban, etc.

Ce constat m'amène à proposer deux chemins de sortie de crise socio-politique en Afrique à défaut d'expérimenter la « rotation du pouvoir » qui reste pour moi une solution idéale.

---

#### **3.1. Les régimes parlementaires**

---

La première solution consiste à adopter le régime parlementaire. Dans ce type de régime, la prépondérance appartient au Parlement, c'est-à-dire que l'essentiel du pouvoir se trouve entre les mains du Parlement. Le Président de la République est élu. Il règne mais ne gouverne pas. On sait que les troubles postélectorales découlent le plus souvent des élections présidentielles surtout dans les régimes où les Chefs d'Etat règnent comme s'ils relevaient du droit divin. Un régime dans lequel le Chef de l'Etat ne peut pas avoir autant de pouvoirs comme dans les anciens régimes serait une solution. Mais comme disait Socrate, « l'homme est la mesure de toute chose ». Bien entendu, pour éviter la dictature du Parlement, on peut prendre des mesures draconiennes qui vont constituer des contrepoids au Parlement. Ce régime a fait ses preuves, car on note également une certaine stabilité dans les pays qui ont adopté ce type de régime comme l'Allemagne, l'Israël, l'Italie, l'Inde, l'Éthiopie, etc. Toutefois, étant donné que ce régime exige une certaine culture démocratique et une certaine maturité politique à la fois des

dirigeants et des citoyens, ce qui fait encore défaut en Afrique, nous proposons une deuxième solution qui est plus radicale que la première.

---

### **3.2. Les régimes monarchiques**

---

Comme nous l'avons décrit, la monarchie ne signifie pas automatiquement la dictature. Pour cela, je propose deux régimes monarchiques pour l'Afrique en vue de canaliser les esprits et éviter les bains de sang issus des conflits postélectorales. Il s'agit de la monarchie parlementaire et de la monarchie constitutionnelle. On sait d'emblée que dans les monarchies, les rois ou les reines sont nommés et pas élus. La question qui se pose est la suivante : à qui reviendraient les postes de roi ou de reine ?

Nous savons que la plupart des pays africains ont été colonisés. Ainsi, pour se libérer du joug colonial, certains leaders politiques se sont évertués pour délivrer leurs pays. L'histoire reconnaît que ces hommes politiques ont risqué leur vie dans ces luttes pour les indépendances. Beaucoup d'entre eux sont morts à cause de la complicité des puissances colonisatrices. Ce fut le cas de Patrice Lumumba, de Sylvanus Olympio, de Modibo Kéita, de Sékou Touré, de Kwame Nkrumah, etc. Ainsi, je propose que ne peut être roi ou reine que toute personne issue de la famille des pères des indépendances pour les pays colonisés et toute personne issue de la famille des premiers Chefs d'États autochtones pour les pays non colonisés. Cette solution réduirait ce que j'appelle les taux de mortalité électorale dans nos pays donc des décès inutiles. Ceci étant, nos forces se concentreront sur les élections législatives, sénatoriales et locales.

Tout d'abord, la monarchie parlementaire est donc un régime dans lequel le roi ou la reine règne mais ne gouverne pas et l'essentiel des pouvoirs se retrouve entre les mains du Premier Ministre qui est nommé dans le parti majoritaire au Parlement. C'est le cas en Angleterre, au Canada, au Japon, en Belgique, en Espagne, etc. Un tel régime peut permettre d'avoir de fortes institutions dans les pays africains.

Le second type de régime monarchique appelé la monarchie constitutionnelle est en cours au Maroc et qui porte des résultats satisfaisants (Tchagnaou, 2018b).

Ce qui fait la particularité de ces régimes est que le roi ou la reine exerce son pouvoir qui est héréditaire, stable sans aucune convoitise. Il exerce son pouvoir en toute liberté sans être inquiété ou concurrencé. En cela, il pense qu'il est le roi ou la reine pour tous les citoyens et il doit travailler pour l'intérêt général. Donc, le roi ou la reine va traiter tous les citoyens sur le même pied d'égalité sans aucune discrimination donc en toute neutralité. Par contre, dans les Républiques, les Chefs d'État ont tendance à privilégier les membres de leurs familles et ceux de leurs partis politiques. Ils ignorent qu'ils sont élus pour servir la nation tout entière et non pour servir les personnes. C'est la situation qui crée les inégalités criardes et les injustices sociales qui

aboutissent aux révoltes populaires conduisant parfois aux révolutions ou aux coups d'états militaires (Tchagnaou, 2018b).

Donc, cette harmonisation des régimes politiques en Afrique doit être un préalable à la création des États-Unis d'Afrique. Ceci permettra de réduire les risques de réticence en ce qui concerne le premier Chef d'Etat de la fédération africaine. Avec ce système, les négociations concerneront alors les rois des 54 pays actuels d'Afrique. Ce changement des régimes va marquer la transition entre les micro-États fragilisés et manipulés par l'Occident et le macro-Etat fédéral qui sera fort politiquement et économiquement pour résister aux impérialistes.

---

#### **4. Politique centrée sur la recherche de l'autonomie financière et politique**

---

A ce XXI<sup>e</sup> siècle, le poids de tout pays dans les relations internationales se repose sur deux facteurs importants à savoir l'économie et la politique. Ce sont des éléments clés que l'Occident utilise pour manipuler les pays sous-développés. Parlant de la politique, l'accent est mis sur la démocratie, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, les élections libres, transparentes et démocratiques, etc. En ce qui concerne l'économie, sachant que l'argent est le nerf de la guerre, on utilise la pauvreté pour dicter des mauvaises pratiques aux PSD sous peine de sanctions. Les USA par l'intermédiaire de Bill Clinton et de Georges W. Bush utilisent un nouveau concept en parlant de la « souveraineté conditionnelle ». Autrement dit, selon les USA, « les États restent, en principe, souverains mais la souveraineté d'un État disparaît si ses dirigeants ne respectent pas la démocratie, ou détiennent des armes de destruction massive, ou sont en liaison avec des réseaux terroristes » (Zorgbibe, 2012). Ce qui signifie que ne peut prétendre être souverain que tout pays qui remplit les trois conditions précitées à savoir le respect de la démocratie, la non détention des armes de destruction massive et n'avoir pas de liaisons avec les terroristes. Quand on se réfère à ces menaces des Occidentaux, on constate que les pays ciblés ne sont que des PSD. La raison fondamentale à cette situation est la fragilité de leur système économique. La pauvreté de ces pays fait qu'ils adoptent des projets en se basant sur les aides des pays développés. Or, lesdites aides sont conditionnées et ne profitent concrètement qu'à ces mêmes pays développés. Donc, tout pays qui prétend être indépendant et autonome doit œuvrer d'abord pour son indépendance économique puis politique. Si de nos jours, la Chine s'impose dans les relations internationales, c'est justement grâce à son pouvoir économique, car elle est la 2<sup>e</sup> puissance économique du monde derrière les USA. Bien qu'étant un pays sous-développé, la Chine n'est pas manipulée par l'Occident comme les autres PSD à l'instar du Sénégal, Haïti, Egypte, Togo, Cameroun, etc. La Chine est un pays qui a su profiter de ses atouts humains (1<sup>ère</sup> puissance démographique du monde), naturels (riche en ressources minières et énergétiques, 4<sup>e</sup> pays le plus vaste du monde), économiques (stabilité de sa monnaie qui est le yen, ne sollicite pas les aides

extérieures). Sur le plan politique, la Chine est considérée comme étant un pays non démocratique par l'Occident. Cela n'empêche pas au géant d'Asie et du monde de progresser économiquement. Mais, ce qui est encore paradoxal, ce sont les mêmes pays qui reprochent à la Chine pour sa politique et son économie, qui y viennent pour solliciter des aides. Si la Chine arrive à résister à l'Occident, c'est grâce à la bonne croissance de son économie. Aussi Napoléon a-t-il dit que « quand la Chine se réveillera, le monde tremblera ». De nos jours, avec tout ce qui se passe sur l'échiquier mondial, nous constatons que la prophétie napoléonienne s'est réalisée.

La plupart des pays africains n'ont pas leur propre monnaie et dépendent directement des banques centrales de leur métropole comme le cas des pays francophones vis-à-vis de la France. Aucun pays africain n'est libre aussi bien politiquement qu'économiquement. Dans cette situation, les indépendances proclamées ne sont par nature que des indépendances de façade, donc virtuelles. L'essentiel des pouvoirs politiques et économiques se retrouvent toujours entre les mains des métropoles. C'est ainsi que le F CFA est considéré comme étant une propriété à part entière de la France et non des pays la zone CFA. C'est ce qu'a souligné Nicolas AGBOHOU<sup>1</sup> (1999) dans son ouvrage *Le F CFA et l'EURO contre l'Afrique*. Dans ce livre, Agbohohou est en véritable croisade pour démontrer et faire comprendre que les 15 pays de la zone CFA sont encore très loin d'avoir leur indépendance monétaire. Dans son interview qu'il a accordée au magazine **Afrik**, il réaffirme sa thèse selon laquelle l'Euro et le Franc CFA contribuent à l'appauvrissement structurel de l'Afrique, du moins maintiennent l'Afrique dans une pauvreté structurelle. Pour sortir de la crise selon lui, il faut que l'Afrique répudie, au plus vite, le Franc CFA et adopte une nouvelle monnaie communautaire si elle veut réellement sortir du colonialisme et en finir avec la pauvreté. Dans la même interview, le professeur Agbohohou estime qu'« aucun pays ne peut se développer sans indépendance monétaire. Nous avons besoin d'une nouvelle monnaie communautaire qui ne soit pas dirigée de l'extérieur. Il faut jeter à la poubelle les principes qui régissent le Franc CFA. L'Afrique a besoin d'une politique monétaire qui répond à ses propres besoins et intérêts »<sup>2</sup>.

Si l'Afrique veut se faire représenter sur l'échiquier mondial, elle doit se ressaisir et travailler en conséquence. Ainsi, les Africains doivent savoir, comme le disait souvent l'historien togolais Atsoutsè Agbobli, que « l'indépendance ne se donne pas, mais elle s'arrache ». Ceci étant, les Africains doivent lutter sérieusement pour se délivrer des entraves du monde occidental. C'est la condition sine qua non pour que l'Afrique se développe

---

<sup>1</sup> - C'est le titre de son ouvrage dans lequel cet économiste ivoirien spécialiste monétaire a donné la définition originale du F CFA qui est le franc des colonies françaises d'Afrique.

<sup>2</sup> - Il s'agit d'une interview réalisée par Mohamed Berkani le 27 mars 2012 pour le compte du magazine Afrik dont l'intégralité se trouve sur le site : [http://www.dakaractu.com/Nicolas-Agbohohou-explose-je-persiste-et-signifie-qu'il-faut-au-plus-vite-repudier-le-Franc-CFA\\_a17414.html](http://www.dakaractu.com/Nicolas-Agbohohou-explose-je-persiste-et-signifie-qu'il-faut-au-plus-vite-repudier-le-Franc-CFA_a17414.html)



sur tous les plans pour qu'elle prétende un jour s'imposer comme une force politico-économique dans le monde. L'Afrique a tous les moyens possibles d'y arriver mais seule la volonté politique des dirigeants fait défaut.

---

## **5. Politique centrée sur la formation au civisme des africains**

---

L'une des préoccupations dont les Africains doivent prendre au sérieux est la manière dont les hommes politiques gèrent nos pays. Quand on analyse les faits qui se succèdent en Afrique, on remarque que les Africains ignorent catégoriquement la notion de la gestion du bien public. C'est ainsi que les Africains ont tendance à bien gérer les biens personnels ou familiaux et de gaspiller les biens publics, car disent-ils « ceci appartient à l'Etat ». Toutes ces situations ont leur origine dans la négligence de l'enseignement civique et moral. En effet, cet enseignement doit être également privilégié au même titre que les autres. Car, une chose est de produire et une autre est de bien gérer ce qu'on produit.

L'Afrique se retrouve dans des difficultés économiques croissantes. On ne doit pas oublier que le développement d'un pays ne se fait pas en une seule journée. C'est pourquoi le processus de développement du continent noir doit s'effectuer en suivant un plan méthodique bien planifié. Nombreux, sont les jeunes africains qui ignorent les valeurs comme la solidarité, l'entraide, la fraternité, la tolérance, la politesse, la courtoisie, la générosité, etc. La minorité des jeunes africains qui connaît ces valeurs pense qu'elles ont une origine étrangère. Ce qui n'est pas vrai, car dans les sociétés africaines précoloniales, on retrouvait toutes ces valeurs et ce n'est qu'avec la colonisation que la monnaie et l'individualisme se sont substitués à elles. A cet effet, pour bâtir une société fédérale africaine stable et durable, nous devons commencer à enseigner toutes ces valeurs africaines à l'école depuis la maternelle jusqu'à l'université. Les mêmes cours doivent être enseignés aussi bien dans les centres de formation que dans les administrations publiques et privées.

---

## **6. Politique centrée sur la discrimination positive ou l'équipe**

---

De nos jours, les inégalités sociales ne cessent de se creuser entre les riches et les pauvres, les disparités entre les régions, les préfectures, les cantons voire les villages. Ce qui pose le problème même de la démocratie dont tous les pays se réclament. Dans une vraie démocratie, l'Etat doit être au service de tous les citoyens sans aucune discrimination. Mais la discrimination n'est pas toujours une mauvaise chose. Une discrimination qui tend à réduire les inégalités est conseillée. C'est ce qu'on entend par une **discrimination positive** dans les pays francophones ou **affirmative action** dans les pays anglo-saxons (Tchagnaou, 2018c).

Toutes les politiques des pays africains doivent prendre en compte cet aspect qui n'est pas à négliger. On n'est pas sans savoir que le fameux *printemps*



*arabe* trouve son fondement dans les inégalités sociales et politiques qui existaient entre les citoyens des pays concernés. Une société digne de ce nom doit toujours œuvrer pour réduire les inégalités en son sein, car c'est en cela que dépend sa stabilité. Les Chefs d'Etat africains doivent comprendre qu'ils sont élus pour servir le peuple. En ce sens, ils doivent se soucier de leur mieux-être. C'est à cette condition qu'ils peuvent assurer la stabilité de leur pays. Les coups d'Etat n'ont rien résolu même s'il y en a ceux qu'on juge de salutaire. Seul le dialogue constitue l'arme la plus efficace pour résoudre les problèmes sociopolitiques (Tchagnaou, 2018c). Néanmoins, on ne doit pas ignorer que dialoguer, signifie discuter pour arriver à un accord. Et à l'issue d'un dialogue, il n'y a pas de vainqueur ni de vaincu et chacune des parties doit faire preuve de sagesse et de bonne foi pour arriver à un compromis ou à un consensus.

Par ailleurs, les hommes politiques doivent sortir de leur silence absolu et faire preuve d'humanisme ou du philanthropisme. Ce qui signifie qu'un Chef d'Etat doit être actif, attentif et solidaire avec son peuple en ayant à l'esprit que lorsque l'un des citoyens est atteint, c'est la Nation tout entière qui est atteinte. Avec cet état d'esprit, le Chef d'Etat qui est à l'écoute perpétuelle de sa population doit s'exprimer après qu'un événement ait frappé un ou plusieurs citoyens. Il ne sert à rien qu'un Chef d'Etat s'acharne en s'investissant dans les problèmes des autres pays en négligeant ses propres problèmes. Un homme politique qui n'est pas capable de s'exprimer à tout moment, d'expliquer périodiquement sa politique à la population, d'être plus proche de la population sans s'inquiéter, sans être animé par la peur, alors cela ne vaut pas la peine, car il ne mérite pas d'être politicien. Autrement dit, il l'est accidentellement. Toutes ces mesures permettront d'assurer une stabilité durable dans les pays africains.

---

## **7. Politique centrée sur la recherche du bien-être social et de la croissance économique**

---

Comme nous l'avons écrit tantôt, les dirigeants africains doivent privilégier le bonheur de leurs citoyens. Ils doivent avoir à l'esprit que la recherche du bonheur est un droit inaliénable tel que l'a décrit la Constitution américaine de 1787. Le bonheur recouvre plusieurs aspects comme l'éducation, la santé, l'eau, l'alimentation, la sécurité, l'emploi décent, etc.

De plus, les Africains ne doivent pas négliger l'éducation si nous voulons nous développer un jour. Avec l'éducation, on peut tout faire. C'est donc le secteur prioritaire. Pour cela, les pays africains doivent investir beaucoup dans les secteurs porteurs de croissance. On ne doit pas perdre trop de temps en ne s'occupant que des douanes, des impôts et des ports, etc. Ce sont des secteurs dans lesquels l'argent entre et qui facilitent les détournements. On s'inquiète tant soit peu de l'éducation qui est un investissement durable. Si certains pays sont dits développés, ils ne doivent pas leur développement seulement à la douane, aux impôts et aux ports mais plutôt aux secteurs

productifs comme la mécanique, l'ingénierie, la technologie, l'électronique, etc.

Tant que les pays africains ne concentreront pas leur énergie sur ces aspects clés porteurs de croissance, ils resteront toujours dans leur sous-développement. Par ailleurs, les fils des Chefs d'Etat sont aussi des citoyens au même titre que les autres. Pour cela, ils peuvent se présenter à toutes les élections de leur choix pourvu qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité. Mais, ce qui n'est pas très conseillé, c'est justement la succession directe de père en fils qui fait douter de la crédibilité des scrutins. Ce doute est fondé, car c'est en Afrique qu'on trouve de telles situations. Dans les autres pays, un fils peut être président à la seule différence que le fils ne succède pas directement au père. Je pense que cette succession est dite crédible, car on note dans ce cas moins de fraudes électorales et donc moins de contestations. C'est le cas aux USA avec les deux présidents Bush qui ne se sont pas succédé directement puisqu'entre les deux, il a eu le Président Bill Clinton. Mais en Afrique, il y a plusieurs cas où le fils succède directement au père malgré les contestations de fraudes. Au Togo, Faure a succédé à Eyadema ; au Gabon, Ali Bongo a succédé à Omar Bongo ; en RDC, Joseph Kabila a succédé à Laurent Désiré Kabila, etc. L'Afrique doit mettre fin à ces pratiques politiciennes et copier un peu les points positifs de l'Occident. Qu'on le veuille ou non, l'apprentissage, c'est aussi l'imitation. Toutefois, on doit exclusivement imiter tout ce qui est à la fois positif et avantageux pour l'Afrique et dans l'intérêt général des Africains.

On ne finit jamais d'apprendre. L'apprentissage de la démocratie est éternel. C'est un long processus étant donné que la démocratie n'est pas statique (Tchagnaou, 2018c). Comme l'a écrit Diane Ravitch, la démocratie

« est un processus, une façon de vivre et de travailler ensemble. Elle est évolutive et non pas statique. Elle exige la coopération, le compromis et la tolérance parmi tous les citoyens. Il n'est pas facile de la mettre en œuvre...»  
(Département d'Etat américain, 1991 : 11).

Pour que l'Afrique se développe un jour, les Africains doivent repenser leur façon de gouverner et revoir leurs priorités. L'éducation et la recherche doivent être au centre des préoccupations des hommes politiques et non les équipements militaires. Nous devons rompre avec les crises répétitives et renouer avec la véritable démocratie, le développement durable.

---

## **Conclusion**

---

Il est indéniable que l'Afrique n'est pas prédisposée au sous-développement, vu l'immensité des ressources humaines, naturelles et agricoles qu'elle dispose. Comme le disent des observateurs politiques, l'Afrique est un scandale géologique. Le continent africain peut sortir de son impasse si les dirigeants africains et leur peuple en prennent conscience. Au-delà de ça, il

faut aussi une volonté politique, un engagement collectif et personnel, du patriotisme des dirigeants africains.

Il est donc possible qu'une nouvelle Afrique renaisse. Une Afrique qui contribuera à bâtir un monde meilleur. L'Afrique l'a été dans l'histoire à travers le rayonnement des vieilles civilisations à l'instar de celle égyptienne et à travers l'ère des grands empires comme Ghana, Mali et Songhaï. Tout est encore possible si le peuple africain et ses dirigeants politiques se mettent sérieusement au travail.

---

## Bibliographie

---

**Agbohou Nicolas** (1999), *Le franc CFA et l'Euro contre l'Afrique*, Paris, Editions Solidarité Mondiale, 296 p.

**Agence France Presse** (2018), *Une étude sur le budget des campagnes électorales sème le trouble à Madagascar*, [En ligne], consulté le 12 mai 2019, URL : <https://www.la-croix.com/Monde/etude-budget-campagnes-electorales-seme-trouble-Madagascar-2018-09-03-1300965955>

**Alain Emile Chartier** (1932), *Propos sur l'éducation*, Paris, PUF, 155 p.

**Annan Kofi** (2007), « Cinq leçons pour la communauté des Nations », *Géopolitique Africaine*, n°26, pp.63-76.

**Antaki Nabil** (2011), *Quel est le vrai mobile pour déstabiliser la Syrie ?* [en ligne], URL : <http://info-resistance.org/2012/03/quel-est-le-vrai-mobile-pour-destabiliser-la-syrie>

**Arciszewski Thomas** (2009), « Face à la situation de crise : Des régulations individuelles aux attitudes politiques », *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], numéro 14, Janvier 2009. URL: <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologie-politique/index.php?id=300>

**Agence Universitaire de la Francophonie** (2008), *Dictionnaire Universel*, Paris, Hachette, 1555 p.

**Ba Konaré Adame** (ss la dir) (2008), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, 347p

**Ba Konaré Adame** (2008), « Gouvernance et expérience démocratique en Afrique : l'éclairage de la culture et de l'histoire » in ADAME BA Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, pp 305-320

**Ben Romdhane Mahmoud** (2007), « Développement et démocratie : l'exception tunisienne », *L'Année du Maghreb* [En ligne], III | , mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 16 avril 2013. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/390> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.390

**Ben Yahmed Béchir** (2006), « Ce que je crois », in *Jeune Afrique*, N° 2387, pp.4-5

**Ben Yahmed Béchir** (2009), « Ce que je crois », in *Jeune Afrique*, N° 2531, pp. 3-4

**Boniface Pascal et al.** (2012), *Paris sportifs et corruption : comment préserver l'intégrité du sport*, Paris, IRIS, 2012

**Dambisa Moyo** (2009), *L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, J-C Lattres, 250p.

**Département D'Etat Américain** (1991), *Qu'est-ce que la démocratie ?* Washington, Département d'Etat, 32 p

**Diomandé Fatim** (2011), *Situation socio politique : Elections et crises politiques en Afrique* [En ligne], URL : <http://news.abidjan.net/h/410997.html>

**Dossou Modeste** (2018), *Classement des plus long règnes : Teodoro Obiang Nguema, le plus ancien président du monde à ce jour*, [En ligne], consulté le 7 mai 2019, URL : <https://www.afrikmag.com/classement-pays-par-nombre-coups-detat-depuis-1950/>

**Flipo Fabrice** (2005), *Le développement durable est-il l'avenir de la démocratie ?* [archive], *Revue du MAUSS*, pp. 294-313

**Frachon Alain et Vernet Daniel** (2002), « L'école néo-impérialiste américaine », *Le Monde*, pp.2-4

**Fonds Monétaire International** (2017), *Les dégâts de la corruption*, [En ligne], consulté le 10 mai 2019, URL : <https://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/120817f.htm>

**Gary-Tounkara** (2008), « La crise ivoirienne : le poids de l'histoire Coloniale », ADAME BA Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, pp 241-251

**Garraud Philippe** (1989), *Profession, homme politique : la carrière politique des maires urbains*, Paris, L'Harmattan, 224 p.

**Garrigou Alain** (1998), « Le suffrage universel, « invention » française » in *Le Monde Diplomatique* [en ligne], URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/04/GARRIGOU/3690>

**Gayibor Nicoué Lodjou** (ss la dir) (1997), *Histoire des Togolais, vol I Des origines à 1884*, Lomé, Presse de l'UB, 443p.

**Gnon-Kondé Abdourahmane et al.** (1997), *L'Afrique Occidentale : le Togo*, géographie de 3è, Paris, Hatier, 207 p

**Grandmaison Olivier Le Cour** (2008), « Apologie du colonialisme, usages de l'histoire et identité nationale : sur la rhétorique de Nicolas Sarkozy » in Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, pp 163-173

**Gresh Alain** (2006), *Sur la victoire du Hamas*, [En ligne], consulté le 10 juillet 2017, URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2006-01-27-Sur-la-victoire-du-Hamas>

**Guèye Anna** (2013), *Le contexte et les origines du conflit au Mali* [en ligne], consulté le 7 juin 2017, URL : <http://fr.globalvoicesonline.org/2013/02/25/139345/>

**Hallak Jacques et Poisson M.** (2009). *Écoles corrompues, universités corrompues : que faire ?*, Paris, IIEP-UNESCO.

**Hasan Al-Banna Moudhakkirat al-dawa wal daiyya** (1970), *Mémoires du message et du messenger*, Beyrouth [en ligne], URL : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res\\_musulmans](http://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res_musulmans)

**Igué O. John** (2008), « Le rôle de la colonisation dans l'« immobilisme » des sociétés africaines », Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau*

sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy, Paris, La découverte, pp 215-226

**Jauvert Vincent** (2010), « Sarkozy : touche pas à ma bombe ! » in *Le Nouvel Observateur*, n°2370, pp.50-52.

**Jeanneney Jean-Noël** (1981), *L'Argent caché : milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard.

**Kabou Axelle** (1991), *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, Paris, L'Harmattan, 208 p.

**Kadhafi Mouammar** (1975), *Le livre vert*, Paris, Editions Cujas, 109 p.

**Kadhafi Mouammar** (2007), « Lettre sur la réforme de l'ONU », *Géopolitique Africaine*, n°26, pp.85-92

**Kadhafi Mouammar** (2009), *Discours à la 64<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU*, [En ligne], URL : <http://www.voltairenet.org/article165688.html>

**Kelsen Hans** (1929), *La Démocratie. Sa nature, sa valeur*, Economica, [En ligne], URL : [http://www.scienceshumaines.com/les-fondements-de-la-democratie\\_fr\\_202.htm](http://www.scienceshumaines.com/les-fondements-de-la-democratie_fr_202.htm)

**Labarthe Gilles** (2005), *Le Togo de l'esclavage au libéralisme mafieux*, Marseille, Agone, 206p.

**Lagarde Christine** (2017), *Les dégâts de la corruption*, [En ligne], consulté le 15 mai 2019, URL : <https://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/120817f.htm>

**Lawal A.** (2012), *Quelles sont les vraies raisons ou les enjeux cachés de la guerre occidentale, et africaine « par procuration » au nord Mali, après celle menée en Libye avec l'appui de l'OTAN ?* [en ligne], URL : <http://www.millebords.org/spip.php?article22754>

**Logossah Kinvi** (2008), « Aux origines de la traite négrière transatlantique : introduction au débat sur la responsabilité africaine » in Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, pp 189-199

**Mahmoud Ben Romdhane** (2010), « Développement et démocratie : l'exception tunisienne », *L'Année du Maghreb* [En ligne], III | 2007, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 16 avril 2013. URL : <http://anneemaghreb.revues.org/390> ; DOI : 10.4000/anneemaghreb.390

**Maïga Hassimi** (2008), « Quelques aspects de la contribution de l'Afrique au développement du nouveau monde et de la France » in Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, pp 177-187

**Mandela Nelson** (2007), « Tant que régnera l'injustice », *Géopolitique Africaine*, n°25, pp 267-271

**Meny Yves et Della Donatella Porta** (1995), *Démocratie et corruption en Europe*, Découverte

**Nations Unies** (1998), *ABC des Nations Unies*, New York, Nations Unies, 381p

**Nziem Isidore Ndaywel** (2008), « L'Union pour la Méditerranée : un projet pour diviser l'Afrique et tourner le dos à la Francophonie » in Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, pp 269-280

**Organisation des Nations Unies** (2011), *Election et stabilité en Afrique de l'ouest*, rapport de la conférence régionale sur les élections et la stabilité, Praia, ONU

**Organisation Internationale de la Francophonie** (2017), *Un financement politique et des dépenses électorales équitables et transparentes*, rapport du 5<sup>e</sup> Séminaire international d'échanges, Cotonou, OIF, 160p

**Ostrogorski Moïseï** (1903), *La Démocratie et l'organisation des partis politiques*, Calmann-Lévy, [En ligne], URL : [http://www.scienceshumaines.com/les-fondements-de-la-democratie\\_fr\\_202.htm](http://www.scienceshumaines.com/les-fondements-de-la-democratie_fr_202.htm)

**Popper Karl** (1979), *La société ouverte à ses ennemis*, Paris, Les Editions du Seuil, [En ligne], URL : [http://www.conspiracywatch.info/Extraits-Karl-Popper,-La-societe-ouverte-et-ses-ennemis-t-2-Hegel-et-Marx\\_a345.html](http://www.conspiracywatch.info/Extraits-Karl-Popper,-La-societe-ouverte-et-ses-ennemis-t-2-Hegel-et-Marx_a345.html)

**Prao Séraphin** (2010), *Le paradoxe africain : un continent potentiellement riche mais sous-développé*, [en ligne], URL : [http://www.alterinfo.net/LE-PARADOXE-AFRICAIN-UN-CONTINENT-POTENTIELLEMENT-RICHE-MAIS-SOUS-DEVELOPPE\\_a41109.html](http://www.alterinfo.net/LE-PARADOXE-AFRICAIN-UN-CONTINENT-POTENTIELLEMENT-RICHE-MAIS-SOUS-DEVELOPPE_a41109.html)

**Ricœur Paul** (1950), *Philosophie de la volonté : le volontaire et l'involontaire*, tome 1, Paris, Aubier.

**Roger Lenglet** (2009), *Lobbying et santé - Comment certains industriels font pression contre l'intérêt général*, Paris, Editions Pascal/Mutualité Française.

**Sana Eros** (2013), *Mali : les véritables causes de la guerre* [en ligne], URL : <http://www.bastamag.net/article2921.html>

**Sawicki Patrice et al.** (2004), « Le terrorisme : contributions d'auteurs » in *Questions Internationales* [En ligne], URL : <http://www.thucydide.com/realisations/comprendre/terrorisme/terrorisme-chrono.htm>

**Straits M K** (2013), *Les vraies raisons de la guerre au Mali* [en ligne], URL : <http://www.eteignezvotreordinateur.com/pourquoi-france-guerre-mali-explications/>

**Tchagnaou Akimou** (2007), *Les nouvelles hégémonies de la région septentrionale au Togo. Le royaume tem du Tchaoudjo (1880-1914)*, mémoire de maîtrise en Histoire, Lomé, Université de Lomé

**Tchagnaou Akimou et Baoutou A. B. Bahama** (2016), « Impact de l'instabilité politique sur le développement socio-économique des pays de la CEDEAO », *Cahiers du CBRST*, n°9, pp. 401-421

**Tchagnaou Akimou** (2018a), *Relations entre les métropoles et leurs ex-colonies*, [En ligne], consulté le 28 avril 2017 URL : [RELATIONS ENTRE LES MÉTROPOLES ET LEURS EX-COLONIES](http://relationsentrelesmetropolesetleurs-ex-colonies.com) | "Une éducation bien planifiée s'avère être la panacée au sous-développement" (TCHAGNAOU Akimou) (wordpress.com)

**Tchagnaou Akimou** (2018b), *Type de régimes et stabilité politique*, [En ligne], consulté le 28 avril 2017 URL :

**Tchagnaou Akimou** (2018c), *Les stratégies pour le développement de l'Afrique*, [En ligne], consulté le 28 avril 2017 URL : [LES STRATÉGIES POUR](http://lesstrategiespourlafrique.com)



LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE | "Une éducation bien planifiée s'avère être la panacée au sous-développement" (TCHAGNAOU Akimou) (wordpress.com)

**Tchagnaou Akimou** (2019), « La rotation du pouvoir : moyen de stabilité et de prospérité durables pour les pays africains ? », *Sapientia Hominis*, pp 164-181

**Thioub Ibrahima** (2008), « L'esclavage et les traites en Afrique Occidentale : entre mémoires et histoires » in Adame Ba Konaré, *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, La découverte, pp 201-213

**Tocqueville Alexis de** (1835-1840), *De la démocratie en Amérique*, [En ligne], consulté le 28 avril 2017 URL : [http://fr.wikipedia.org/wiki/De\\_la\\_d%C3%A9mocratie\\_en\\_Am%C3%A9rique](http://fr.wikipedia.org/wiki/De_la_d%C3%A9mocratie_en_Am%C3%A9rique)

**Transparency International** ((2012), *Classement des pays en fonction du degré de corruption*, [en ligne], URL : <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20121205trib000735300/corruption-le-classement-mondial-2012.html>

**UNDP** (2008), *Tableau de classement annuel des continents et des pays du monde*, [En ligne], URL : <http://www.canalmonde.fr/r-annuaire-tourisme/monde/sources/idh.htm>

**Union Africaine** (2012), *Les conflits et la violence politique résultant des élections. Consolider le rôle de l'Union africaine*

*dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits*, rapport du Groupe des Sages de l'Union Africaine, Addis-Abeba, Collection Union Africaine, 120p

**Vata Ngandu Kasese** (2012), « La démocratie : Un pouvoir issu de Satan ! » in KongoTimes! [En ligne], URL : <http://afrique.kongotimes.info/mobile/monde/3926-echoue-travers-monde-democratie-pouvoir-issu-satan.html>

**Vedrine Hubert** (2007), « Les alliances dans le monde et en Afrique », *Géopolitique Africaine*, n°25, pp 311-316.

**Wade Abdoulaye** (2007), « L'Afrique et le monde », *Géopolitique Africaine*, n°26, pp.77-84

**Zorgbibe Charles** (2007), « Quel système international ? », *Géostratégie Africaine*, n°26, pp 297-305.

**Zorgbibe Charles** (2012), « Le nouveau droit de la sécurité internationale », *La revue politique et parlementaire*, [En ligne], URL : <http://www.revuepolitique.fr/blog/le-nouveau-droit-de-la-securite-internationale/>

**Zoumbara Dabadi** (2012), *Egypte : Contestations électorales. Ne pas tenter l'armée* [En ligne], URL : <http://fr.allafrica.com/stories/201206190668.html>